



MARCHE XXXXXXXXXXXX
PRESTATION D'INTEGRATION DES COMPOSANTS DANS LA MAQUETTE TETE
DU DISPOSITIF CARMEN (DMC) POUR LE PROJET REACTEUR JULES
HOROWITZ (RJH)

ENTRE :

Le Commissariat à l'Énergie Atomique et aux Énergies Alternatives, établissement public de recherche à caractère scientifique, technique et industriel, dont le siège social est situé bâtiment le Ponant D-25 Rue Leblanc à Paris 15^{ème} – immatriculé au Registre du Commerce et des Sociétés de Paris sous le numéro R.C.S PARIS B 775 685 019,

représenté par **Muriel ANTONY**, agissant en qualité de Responsable de Lot du Projet Domaine Expérimental (DEXP) du RJH pour le ci-après dénommé « **le CEA** »

d'une part

ET :

La société **XXXX**, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de XXXX sous le numéro XXXXX, dont le siège social est situé XXXX.

représentée par **XXXXXX**, agissant en qualité de XXXXXX,

ci-après dénommée « **le Titulaire** »

d'autre part,

IL A ETE CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIT :

SOMMAIRE

ARTICLE 1 - OBJET	4
ARTICLE 2 - DOCUMENTS APPLICABLES.....	4
ARTICLE 3 - NATURE ET STRUCTURATION DU MARCHÉ.....	5
3.1 DESCRIPTION DES PRESTATIONS	5
3.1.1 <i>Part ferme et forfaitaire</i>	5
3.1.2 <i>Part optionnelle et forfaitaire</i>	5
3.1.3 <i>Part estimative plafonnée des prestations sur devis préalables</i>	5
ARTICLE 4 - PRIX - CONDITIONS FINANCIERES	5
4.1 PRESTATION FERME ET FORFAITAIRE	5
4.2 PRESTATION OPTIONNELLE ET FORFAITAIRE	5
4.3 PRESTATIONS ESTIMATIVES PLAFONNEE SUR DEVIS PREALABLES :	5
ARTICLE 5 - CONDITIONS DE PAIEMENT	6
5.1 TERME DE PAIEMENT DE LA PART FERME ET FORFAITAIRE.....	6
5.2 TERME DE PAIEMENT DE LA PART FORFAITAIRE OPTIONNELLE	6
5.3 TERME DE PAIEMENT DE LA PART ESTIMATIVE PLAFONNEE	6
ARTICLE 6 - CONDITIONS DE FACTURATION	6
6.1 MODALITES DE FACTURATION.....	6
6.2 REGIME FISCAL	7
ARTICLE 7 - CONDITIONS D' EXECUTION	7
7.1 CONDITION GENERALES D'EXECUTION	7
7.1.1 <i>Obligation de résultat</i>	7
7.1.2 <i>Obligation générale de conseil et d'information</i>	7
7.1.3 <i>Confidentialité</i>	7
7.1.4 <i>Conflit d'intérêt</i>	8
7.1.5 <i>Lieu d'exécution de la prestation</i>	8
7.1.6 <i>Traçabilité</i>	8
7.1.7 <i>Responsabilités</i>	8
7.1.8 <i>Correspondants techniques</i>	8
7.2 CONDITIONS PARTICULIERES D'EXECUTION DU MARCHÉ	8
7.2.1 <i>Livrables documentaires</i>	8
7.2.2 <i>Dispositif de suivi et contrôle des prestations</i>	9
7.2.3 <i>Surveillance et contrôle de la fabrication en usine</i>	9
7.2.4 <i>Emballages – expéditions – transport – livraisons</i>	9
ARTICLE 8 - NOTIFICATION DES DECISIONS LIEES AU MARCHÉ.....	11
8.1 NOTIFICATION DES DISPOSITIONS PREVUES AU CONTRAT	11
8.1.1 <i>Généralités</i>	11
8.1.2 <i>Levée de la part optionnelle</i>	11
8.2 NOTIFICATION DES DISPOSITIONS NON PREVUES AU CONTRAT : TRAITEMENT DES MODIFICATIONS (PART ESTIMATIVE PLAFONNEE DES PRESTATIONS SUR DEVIS PREALABLES)	11
8.3 ÉTABLISSEMENT DU PRIX DES MODIFICATIONS DU MARCHÉ.....	12
8.4 AVENANT.....	12
ARTICLE 9 - SOUS-TRAITANCE	12
ARTICLE 10 - DELAIS DE REALISATION.....	13
ARTICLE 11 - PENALITES.....	13
11.1 MODALITES D'APPLICATION DES PENALITES ET PLAFOND	13
ARTICLE 12 - RECEPTION.....	13

Référence du document	SUPPLY CHAIN RJH	B23-03739-EMA	4000XXXXXX	2/17
	EMETTEUR	AFFAIRE	Numéro de marché	

ARTICLE 13 -	QUALITE / SECURITE / SURETE / ENVIRONNEMENT	13
ARTICLE 14 -	JURIDICTION COMPETENTE.....	14
ANNEXE 1 –	DECOMPOSITION GENERALE DES PRIX (DGP)	15
ANNEXE 2 -	CLAUSES DE PROTECTION DES INFORMATIONS.....	15

Dispositions contractuelles du marché	SUPPLY CHAIN RJH	B23-03739-EMA	4000XXXX	3/17
	EMETTEUR	AFFAIRE	Numéro de marché	

Affaire suivie techniquement par :

Nom : Muriel ANTONY

Email : muriel.antony@cea.fr

Tél : 04.13.58.07.29

Affaire suivie commercialement par :

Nom : Eva MARRARA (CAPGEMINI)

Email : eva.marrara@cea.fr

Tél : 04.13.58.03.69

ARTICLE 1 - OBJET

Le présent marché, ci-après désigné « Marché », a pour objet de définir les conditions suivant lesquelles le CEA confie au Titulaire, qui accepte, la prestation d'intégration des composants dans la maquette tête du dispositif CARMEN (DMC).

La prestation est réalisée pour le compte du Projet RJH du CEA/Cadarache, qui assure la maîtrise d'œuvre et la maîtrise d'ouvrage du Projet RJH.

ARTICLE 2 - DOCUMENTS APPLICABLES

Dans la mesure où leurs dispositions ne sont pas contraires à celles du présent marché (et de ses annexes), lesquelles prévalent :

- les prescriptions de Sécurité – Sûreté nucléaire – Radioprotection du marché et leurs annexes (référentiels correspondants),
- le dossier de consultation du CEA référencé B23-03739-EMA,
- les règles applicables aux Entreprises Extérieures (Titulaires ou sous-traitants de marchés) en matière de discipline, de santé et de sécurité au travail sur le Centre du CEA Cadarache, dont le règlement intérieur du CEA Cadarache et celui du chantier RJH dans leurs versions en vigueur,
- la Procédure d'Entrée et sortie de Matériel du centre de Cadarache référencée DEN/CAD/DIR/PR 026,
- les Conditions Générales d'Achat (CGA) applicables aux marchés passés par le CEA (Edition de Janvier 2022),
- Le Cahier des Clauses Sociales particulières applicable aux prestations réalisées par des Entreprises extérieures et impliquant l'intervention de leur personnel sur un site CEA (C2SP),
- à titre supplétif, l'offre du Titulaire référencée XXXXXX en date du XX/XX/2023.

Le Titulaire reconnaît expressément avoir pris connaissance et accepté les documents ci-dessus. Ses conditions générales de vente, hormis celles issues de dispositions légales impératives, sont inopposables quelle qu'en soit la forme.

Le Titulaire est tenu de signaler par écrit au C.E.A, avant toute exécution, toute erreur ou omission et de proposer éventuellement les modifications ou adaptations qu'il juge nécessaires d'apporter à ces pièces et documents pour assurer la parfaite exécution du marché. Une fois l'exécution des prestations concernés commencées, le Titulaire est réputé ne pas avoir d'observation.

Dispositions contractuelles du marché	SUPPLY CHAIN RJH	B23-03739-EMA	4000XXXX	4/17
	EMETTEUR	AFFAIRE	Numéro de marché	

ARTICLE 3 - NATURE ET STRUCTURATION DU MARCHÉ

La nature du Marché, , l'étendue et les limites des prestations à réaliser, ainsi que l'ensemble des exigences liées au Marché sont définies dans la STA et ses documents applicables, citée à l'article 2 supra.

3.1 DESCRIPTION DES PRESTATIONS

3.1.1 Part ferme et forfaitaire

- **Poste 1** : Intégration des composants dans la maquette tête.
- **Poste 2** : Réalisation des essais d'étanchéité.
- **Poste 3** : Conditionnement et livraison.

3.1.2 Part optionnelle et forfaitaire

- **Option 1** : Intégration des câbles dans le tube de liaison

L'option 1 sera levée avant la fin de réalisation du poste 2, avec un préavis de 2 semaines.

3.1.3 Part estimative plafonnée des prestations sur devis préalables

Une part estimative pour un montant plafond indiqué à l'article 4.3. infra est mise en place pour des aléas pouvant intervenir pendant la durée d'exécution du marché. Seuls pourront être pris en compte et imputés sur cette part, les AMC instruits et réalisés conformément aux dispositions des articles 8.2 et 8.3 dument acceptés et signés par le CEA.

Le montant de cette part est estimé est plafonné et ne constitue pas un engagement de dépenses pour le C.E.A.

ARTICLE 4 - PRIX - CONDITIONS FINANCIERES

Le montant du Marché s'élève au montant estimatif et plafond de **XXXX,XX €HT** se décomposant comme suit (cf Annexe 1- DGP):

4.1 PRESTATION FERME ET FORFAITAIRE

Le montant total des prestations ferme et forfaitaire s'élève à la somme de **XXXXXX €HT**, décomposé comme suit :

- Poste 1 : XXXXX €HT
- Poste 2 : XXXXX €HT
- Poste 3 : XXXXX €HT

4.2 PRESTATION OPTIONNELLE ET FORFAITAIRE

Le montant total des prestations optionnelles et forfaitaires s'élève à la somme de **XXXXXX €HT** , décomposé comme suit :

- Option 1 : XXXXX €HT

4.3 PRESTATIONS ESTIMATIVES PLAFONNEE SUR DEVIS PREALABLES :

Cette part représente 5% du montant du marché.

Dispositions contractuelles du marché	SUPPLY CHAIN RJH	B23-03739-EMA	4000XXXX	5/17
	EMETTEUR	AFFAIRE	Numéro de marché	

Le montant total de la part estimative plafonnée s'élève à la somme de **XXXXXX €HT**.

ARTICLE 5 -CONDITIONS DE PAIEMENT

Les montants figurant à l'article 4 supra sera facturé par le Titulaire après acceptation, sans réserve par le CEA, de l'ensemble des livrables et/ou prestations comme suit :

5.1 TERME DE PAIEMENT DE LA PART FERME ET FORFAITAIRE

Poste 1 : Intégration des composants dans la maquette tête

- 80 % du montant HT du poste 1, à l'acceptation par le CEA du livrable « rapport d'intégration et d'essai-version A » Bon Pour Exécution (BPE) (franchissement du Jalon 1), conformément à l'article « 7.5.1 Exigences documentaires » de la STA TA-6822022.

Poste 2 : Réalisation des essais d'étanchéité

- 80 % du montant HT du poste 2, à l'acceptation par le CEA du livrable « rapport d'intégration et d'essai-version B » Bon Pour Exécution (BPE) (franchissement du Jalon 2 de la STA TA-6822022)

Poste 3 : Conditionnement et livraison :

- 100 % du montant HT, à l'acceptation et signature du Procès-Verbal sans réserve par le CEA, de recette de la maquette (franchissement du Jalon 4 de la STA TA-6822022).

Solde des paiements :

Le solde correspondant à 20% du poste 1 et 20% du poste 2 sera facturé à la réception du Marché, sur PV de réception signé par le CEA, toutes réserves étant levées.

5.2 TERME DE PAIEMENT DE LA PART FORFAITAIRE OPTIONNELLE

Le montant de l'option 1 sera facturé par le Titulaire comme suit :

Le montant de l'option 1 sera facturé par le Titulaire comme suit :

- 100 % du montant HT, à l'acceptation du livrable rapport d'intégration et d'essai-version C Bon Pour Exécution (BPE) (franchissement du Jalon 3 de la STA TA-6822022)

5.3 TERME DE PAIEMENT DE LA PART ESTIMATIVE PLAFONNEE

Ces modifications instruites et notifiées au TITULAIRE par AMC seront facturées conformément aux conditions de paiement définis dans chaque AMC, dans la limite du plafond défini au 4.3.

ARTICLE 6 -CONDITIONS DE FACTURATION

6.1 MODALITES DE FACTURATION

Toutes les factures dématérialisées déposées via le portail de l'État Chorus Pro par le TITULAIRE au titre du Marché, en plus des mentions légales devront porter :

- **Le numéro de SIRET** du CEA (siège) : 77568501900587
- **Le code service** : CAD-C
- **Le numéro d'engagement** CEA : 4000XXXXXX.

Pour tout renseignement :

- mail générique : RELANCES@cea.fr,

- ligne dédiée : 01 69 08 47 50

- difficultés techniques dans CHORUS : CONTACT_DEMAT@cea.fr.

Dispositions contractuelles du marché	SUPPLY CHAIN RJH	B23-03739-EMA	4000XXXX	6/17
	EMETTEUR	AFFAIRE	Numéro de marché	

Le C.E.A en assurera le règlement à trente jours à compter de la date de réception de la facture par le C.E.A après exécution.

Pour les marchés relatifs à des prestations périodiques payables à terme échu, les factures émises avant le terme seront réputées avoir été émises le premier jour suivant la date du terme.

6.2 REGIME FISCAL

Chaque terme de paiement sera assorti de la TVA au taux en vigueur au jour du fait générateur.

Le TITULAIRE s'engage à indiquer sur ses factures s'il est autorisé par l'administration fiscale d'acquitter la TVA d'après les débits.

ARTICLE 7 -CONDITIONS D' EXECUTION

7.1 CONDITION GENERALES D'EXECUTION

Les prestations seront en tous points conformes aux documents applicables (article 2 supra) et seront réalisées conformément aux prescriptions des textes et des normes en vigueur.

Le Titulaire est réputé s'être assuré de l'exactitude des informations qui lui seront remises par le CEA ainsi que de la possibilité de les suivre strictement.

En complément des renseignements qui lui sont fournis dans les pièces du Marché, Par conséquent, le Titulaire ne pourra en aucun cas, prétendre à un supplément de prix par suite.

Il est responsable de la bonne exécution technique et matérielle des prestations qui lui sont confiées dans le cadre du Marché, étant précisé que toutes prestations défectueuses seront reprises par lui dans les plus brefs délais et exclusivement à ses frais. Il répond en particulier de l'exactitude des documents remis au CEA. Lorsque le CEA constate des non conformités avant la réception du Marché, il peut ordonner leurs mises en conformité. Les mises en conformité sont réalisées à ses frais par le Titulaire dans les plus brefs délais fixés par le CEA.

7.1.1 Obligation de résultat

Les prestations objet du Marché, dont le Titulaire assure la direction et assume l'entière responsabilité, relèvent d'une obligation de résultat à l'égard du CEA. Si le résultat prévu n'était pas atteint, le CEA pourra prononcer, à tout moment, la résiliation du Marché, conformément aux dispositions de l'article 39 des conditions Générales d'Achat du CEA.

Le Titulaire du Marché, en tant que spécialiste des prestations qui lui sont confiées, s'engage à les effectuer dans le respect des besoins et fonctionnalités et des contraintes et exigences exprimés par le CEA dans le cahier des charges.

7.1.2 Obligation générale de conseil et d'information

Le Titulaire est expressément tenu, au fur et à mesure de l'exécution des prestations qui lui sont dévolues au titre du Marché, au devoir de conseil et d'information le plus étendu, lequel consiste notamment à informer complètement le CEA sur les conséquences des différentes décisions qu'il peut être amené à lui faire prendre, à attirer son attention lorsqu'il décèle des risques de quelque nature que ce soit dans l'exécution du Marché, à lui suggérer les démarches ou solutions utiles au parfait et complet accomplissement de sa mission et plus généralement à protéger au mieux les intérêts du CEA.

7.1.3 Confidentialité

Le Titulaire est tenu de respecter le caractère secret ou confidentiel des informations dont il a connaissance, même de manière fortuite, à l'occasion de l'appel d'offres ou de l'exécution du Marché. Il répond du respect de ce caractère secret ou confidentiel par son personnel, ses fournisseurs ou ses sous-traitants.

Ces informations ne peuvent, sans autorisation de la personne responsable du Marché, être communiquées à d'autres personnes que celles qui ont qualité pour en connaître.

Dispositions contractuelles du marché	SUPPLY CHAIN RJH	B23-03739-EMA	4000XXXX	7/17
	EMETTEUR	AFFAIRE	Numéro de marché	

7.1.4 Conflit d'intérêt

De manière qu'il ne puisse se trouver en situation de conflit d'intérêt à l'occasion de l'exécution du Marché, le Titulaire s'engage à avertir sans délai le CEA si, à l'occasion de l'exécution du Marché, il se trouve en situation de pouvoir influencer sur les conditions dans lesquelles une Société avec laquelle il entretient des liens soumissionnerait, obtiendrait ou exécuterait un marché portant sur des prestations qui entreraient, directement ou indirectement, dans le champ d'un ou plusieurs projets ou interviendrait en sous-traitance d'un tel marché.

Après examen de la situation ainsi créée, le CEA, soit donnera au Titulaire son accord pour la poursuite des prestations, soit déliera le Titulaire des engagements nés du Marché en ce qui concerne les prestations concernées et négociera avec lui la moins-value résultant de la non-exécution des prestations.

Si la sous-traitance est autorisée, le Titulaire s'engage à ce que ses sous-traitants se conforment, en ce qui concerne leur propre autonomie, aux dispositions de la présente clause relative au conflit d'intérêt et à écarter tout sous-traitant d'un groupe de tâches pour lequel ledit sous-traitant se trouverait en situation potentielle de conflit d'intérêt.

Toute violation ou inobservation par le Titulaire ou ses sous-traitants des engagements ci-dessus, même dans les cas où elles résultent d'une imprudence ou d'une négligence, peut entraîner la résiliation du Marché à ses torts, sans formalités judiciaires et sans préavis par le CEA, sans préjudice de tous dommages et intérêts au bénéfice du CEA.

7.1.5 Lieu d'exécution de la prestation

La prestation sera réalisée dans les locaux du titulaire.

7.1.6 Traçabilité

L'ensemble des actions réalisées ou prévues par le Titulaire, à son initiative ou consécutivement à une demande du CEA doit faire l'objet d'un enregistrement précis permettant la traçabilité des opérations.

7.1.7 Responsabilités

Responsabilité de fonctionnement :

Le Titulaire est responsable de la bonne réalisation des prestations définies dans la Spécification Technique du besoin et dans la Spécification Technique d'Achat.

7.1.8 Correspondants techniques

Dans le cadre de l'exécution du Marché, les parties désignent comme responsables techniques les personnes suivantes :

Pour le CEA :

Nom : Muriel ANTONY

Email : muriel.antony@cea.fr

Tél : 04.13.58.07.29

Pour le Titulaire :

Nom : XXXXXXX XXXXX

Email : xxxxxxx@xxxxx.xx

Tél : XX.XX.XX.XX.XX

7.2 CONDITIONS PARTICULIERES D'EXECUTION DU MARCHÉ

7.2.1 Livrables documentaires

Le Titulaire s'engage à remettre au CEA la totalité des documents devant être réalisés dans le cadre des prestations conformément aux exigences des documents applicables précités à l'article 2, à la fréquence demandée et dans les temps impartis.

Dispositions contractuelles du marché	SUPPLY CHAIN RJH	B23-03739-EMA	4000XXXX	8/17
	EMETTEUR	AFFAIRE	Numéro de marché	

Tous les documents devront être acceptés par le CEA et seront la propriété du CEA, après leur acceptation. Cette acceptation ne pourra en aucune manière et à aucun moment être invoquée par le Titulaire pour s'exonérer ou tenter de s'exonérer de tout ou partie de ses responsabilités.

7.2.2 Dispositif de suivi et contrôle des prestations

Le suivi et le contrôle des prestations confiées au Titulaire, tant au titre des prestations de base qu'en cas de levée des options, est assuré au moyen des réunions décrites dans la STA cf § 7.2 dont notamment :

- réunion d'enclenchement,
- réunions mensuelles de suivi d'avancement pour lesquelles le Titulaire remet au préalable au CEA :
 - o un état exhaustif et détaillé de l'avancement de la prestation,
 - o un état des risques identifiés par le Titulaire, susceptibles de perturber le bon déroulement de la prestation et le plan de mitigation associé,
 - o les dispositions proposées pour traiter les sujets techniques difficiles, en tant que de besoin.
- réunion de clôture en fin de prestation.

Le Responsable d'affaire du Titulaire participe à ces réunions.

Les comptes rendus de réunions et/ou relevés de décisions sont rédigés par le Titulaire et diffusés au CEA sous 7 jours ouvrés.

Le CEA dispose de 10 jours ouvrés pour notifier ses remarques sur le document, délai à l'issue duquel, en l'absence de réponse du CEA, le compte-rendu est considéré comme étant accepté et est diffusé par le Titulaire.

7.2.3 Surveillance et contrôle de la fabrication en usine

Pendant la durée du Marché, le C.E.A se réserve le droit de procéder, ou de faire procéder par telles personnes de son choix, par tous moyens appropriés, à la vérification technique des matériaux, matériels, fabrications et fournitures ainsi qu'à la surveillance de l'avancement et au contrôle de l'exécution du Marché dans les usines et ateliers du Titulaire, dans ceux des fournisseurs de ce dernier, ou dans un laboratoire de son choix, sans que ce droit diminue en quoi que ce soit la responsabilité du Titulaire.

S'il apparaît, au cours des vérifications, que tout ou partie des matériaux, matériels, fabrications et fournitures n'est pas conforme aux spécifications du Marché, notamment en ce qui concerne les dispositions relatives à l'assurance de la qualité et aux normes de sécurité en vigueur, elle peut être refusée par le C.E.A et doit être remplacée par le Titulaire. Les fabrications qui ne seront pas exécutées conformément aux règles de l'art ou aux spécifications techniques définies par le Marché sont suspendues par demande du C.E.A.

Le Titulaire et ses sous-traitants doivent assurer aux représentants dûment mandatés du C.E.A le libre accès dans les usines et ateliers pendant les heures de travail et leur donner toutes facilités pour leur permettre d'exercer leur contrôle. Il appartient au Titulaire de prévoir le même droit d'accès et de contrôle en faveur du C.E.A dans ses sous-traités.

Sauf stipulation contraire, sont à la charge du Titulaire les frais relatifs aux échantillonnages, contrôles, analyses, essais prévus au Marché ou usuels dans la profession, ou requis par le Service des Mines par tout organisme réglementaire.

Le Titulaire doit prévenir le C.E.A au moins dix jours à l'avance des examens et essais prévus chez lui, ou chez les sous-traitants, et d'une manière générale de tout examen ou essai des fabrications.

Dans un délai maximum de dix jours, le Titulaire fait parvenir au C.E.A les procès-verbaux des examens et des essais effectués, que le C.E.A ait été ou non représenté lors de ces contrôles.

7.2.4 Emballages – expéditions – transport – livraisons

7.2.4.1 Dispositions générales

Dispositions contractuelles du marché	SUPPLY CHAIN RJH	B23-03739-EMA	4000XXXX	9/17
	EMETTEUR	AFFAIRE	Numéro de marché	

Le Titulaire conserve l'entière responsabilité des équipements, matériels, matériaux, fabrications et/ou fournitures jusqu'à la réception du Marché prononcée par le C.E.A ou tout représentant dûment mandaté par lui.

Les équipements, matériels, matériaux, fabrications et/ou fournitures sont emballés, expédiés et transportés aux frais, risques et périls du Titulaire qui doit prendre toutes informations sur les moyens de communication et de déchargement ainsi que toutes sujétions en découlant ; il fait son affaire de toutes formalités et autorisations administratives nécessaires.

Les modalités de l'expédition et du transport sont fixées dans les Instructions Générales de Chantier ainsi que les lieux, jours et heures de livraisons des marchandises sur Site.

Le poids de chaque colis et l'emplacement de l'élingage doivent être indiqués sur tous les colis lourds.

7.2.4.2 Emballage

L'emballage et l'étiquetage doivent assurer une information et une protection efficaces, tant au point de vue manutention que conservation, jusqu'à destination finale et être conformes à tous règlements et normes, en particulier pour les produits chimiques et les matières dangereuses telles que les matières radioactives. Il est pourvu d'un marquage en langue française propre à assurer la sécurité du matériel pendant sa manutention et son transport jusqu'à destination finale.

Les dégâts occasionnés par un emballage défectueux, insuffisant ou mal adapté, sont entièrement à la charge du Titulaire.

Les emballages portent la référence lisible du Marché et comportent obligatoirement toutes les marques et inscriptions utiles (notamment la date d'expédition, l'adresse de l'expéditeur et du destinataire de la livraison) ou réglementairement imposées.

Les emballages consignés sont restitués aux frais et risques du Titulaire.

7.2.4.3 Expéditions – transport – livraisons

Dans le cas d'équipements particuliers de transport ou de montage fabriqués spécialement, ceux-ci restent la propriété du C.E.A après complet paiement du prix.

Le TITULAIRE ne doit procéder à aucune expédition sans s'être au préalable mis d'accord avec le C.E.A sur la date prévue pour le commencement des expéditions et il doit remettre en temps utile au C.E.A :

- Un état des colis qui, par leur nature, leur volume ou leur poids, présentent des difficultés de transport ou de manutention,
- Les fiches de sécurité des produits chimiques,
- Les certificats de conformité des matériels,
- Le calendrier des expéditions arrêté en accord avec le C.E.A.

Dans le cas d'expédition de matériel très lourd ou très volumineux, le Titulaire est tenu de s'assurer auprès du C.E.A que le site est en état de recevoir le matériel et il doit lui adresser un préavis écrit d'expédition.

Le Titulaire supporte les conséquences financières d'une expédition effectuée sans accord ou préavis.

Les bordereaux d'expédition sont adressés en double exemplaire par le Titulaire et mentionnent obligatoirement :

- La référence du Marché,
- La destination de la livraison,
- La date d'expédition,
- La nomenclature détaillée des articles avec le nombre de colis, les poids bruts et nets,
- La dénomination sociale du TITULAIRE,
- La référence des pièces et/ou des plans correspondants,
- L'indication des produits et matériels dangereux.

Sauf dispositions particulières convenues par les parties, les bordereaux d'expédition doivent être envoyés en temps voulu pour arriver à destination avant le matériel livré.

Pour les pièces de rechange, si un bordereau est incomplet, ou s'il n'est pas expédié en temps utile pour permettre de faire éventuellement des réserves auprès du transporteur, les poids et quantités reconnus par le C.E.A à l'arrivée sont seuls pris en considération pour la vérification des factures.

Dispositions contractuelles du marché	SUPPLY CHAIN RJH	B23-03739-EMA	4000XXXX	10/17
	EMETTEUR	AFFAIRE	Numéro de marché	

Le Titulaire est seul chargé, au moment de l'expédition, d'assurer le contrôle quantitatif des matériels et équipements et, pendant le transport, de faire toutes réserves utiles auprès des transporteurs en cas d'avarie, de manquement, de retard ou d'erreur d'adresse.

Le Titulaire fait son affaire, sous sa responsabilité, des manutentions et des transports sur le site du RJH. Les frais dus à l'immobilisation prolongée des moyens de transport par suite d'un retard de déchargement dû au Titulaire sont à la charge de ce dernier.

Les lieux et conditions de livraison et de stockage des équipements et matériels sont définis dans les Instructions Générales de Chantier.

ARTICLE 8 - NOTIFICATION DES DECISIONS LIEES AU MARCHE

Les décisions notifiées au Titulaire, dans le cadre de l'exécution du Marché pourront être de 2 natures :

- La notification d'une disposition prévue au Marché (levée de la part optionnelle, mise à disposition, transmission de donnée d'entrée,),
- La notification d'une disposition non prévue au contrat (modification du contenu de la prestation ou des dispositions contractuelles).

8.1 NOTIFICATION DES DISPOSITIONS PREVUES AU CONTRAT

8.1.1 Généralités

Dans le cadre de sa mission de suivi de l'exécution du Marché, le CEA notifie au Titulaire l'ensemble des dispositions contractuelles prévues au contrat pour exécution par Ordre de service (OS). Ces derniers sont émis, instruit et validé par le CEA. Le CEA est également signataire de l'OS en cas de notification d'une levée d'Option.

L'Ordre de Service (OS) est l'acte unilatéral écrit par lequel le CEA précise les modalités d'exécution de tout ou partie des prestations qui constituent l'objet du Marché (levée de l'option, mise à disposition, transmission de données d'entrée, ...). Le Titulaire doit en accuser réception datée.

Lorsque le Titulaire estime que les prescriptions d'un OS appellent des réserves de sa part, il doit, sous peine de forclusion, les notifier au CEA dans un délai de 10 jours ouvrés.

Le Titulaire se conforme strictement aux ordres de services qui lui sont notifiés, que ceux-ci aient ou non fait l'objet de réserves de sa part, à l'exception d'une modification substantielle du Marché au sens de la jurisprudence administrative.

Plus particulièrement, un OS est émis pour lever l'option et pour une demande d'exécution unilatérale d'une Modification.

8.1.2 Levée de la part optionnelle

La levée d'une option est obligatoirement traduite par écrit au Titulaire sous la forme d'un OS, émis et notifié par le C.E.A.

8.2 NOTIFICATION DES DISPOSITIONS NON PREVUES AU CONTRAT : TRAITEMENT DES MODIFICATIONS (PART ESTIMATIVE PLAFONNEE DES PRESTATIONS SUR DEVIS PREALABLES)

Le CEA se réserve la possibilité de notifier au Titulaire des dispositions non prévues au Marché. Il s'agit d'évolutions, en plus ou en moins, de tout ou partie du contenu des différents postes définis au Marché.

Dispositions contractuelles du marché	SUPPLY CHAIN RJH	B23-03739-EMA	4000XXXX	11/17
	EMETTEUR	AFFAIRE	Numéro de marché	

Les échanges entre le Titulaire et le Projet RJH en matière d'évolutions sont formalisés par une Fiche Descriptive de Modification Titulaire (FDM). La FDM est le descriptif technique d'une évolution demandée par le Titulaire ou demandée au Titulaire par le Projet RJH.

La FDM n'est jamais « exécutoire ». L'exécution d'une FDM nécessite un Accord pour Modification de Contrat (AMC) signé par le Titulaire et le Projet RJH

A l'issue de l'instruction d'une FDM, et après convergence, un Accord pour Modification de Contrat (AMC) est notifié au Titulaire par le CEA qui entérine l'accord des parties.

Le Titulaire ne peut refuser d'exécuter ces modifications.

Le Titulaire est tenu de signaler immédiatement au CEA, au cours de l'instruction des modifications du Marché, les risques, les inconvénients, les vices, les erreurs, les omissions, les incohérences ou les contradictions qui pourraient résulter des modifications notifiées ou résultant de circonstances imprévues.

De même, le Titulaire doit immédiatement signaler au CEA toute circonstance imprévue susceptible d'avoir une incidence sur le déroulement du Marché.

A défaut d'avoir procédé à cet avis motivé, dans les 10 jours de la découverte de tels vices, risques, erreurs, omissions, incohérences ou contradictions ou de la survenance de telle circonstance imprévue, il ne pourra prétendre à aucun délai et / ou rémunération complémentaire.

Aucune modification ne pourra donner lieu à commencement d'exécution par le Titulaire avant qu'il n'ait reçu l'AMC correspondant signé du CEA.

8.3 ETABLISSEMENT DU PRIX DES MODIFICATIONS DU MARCHÉ

Le coût des modifications sera arrêté par application des prix unitaires figurant dans les décompositions de prix en annexes du Marché. A défaut de prix unitaires adaptés, le coût de la modification sera établi sur devis détaillé soumis à l'approbation du CEA, à partir de prix élémentaires figurant dans les sous-détails de prix remis par le Titulaire et joints au Marché.

Si dans le cadre d'une modification demandée au Titulaire, ce dernier ne peut que sous-traiter à un tiers, le Titulaire consulte avec mise en concurrence (au minimum 3 devis) et justifie de manière expresse la motivation de son choix.

Le prix est alors déterminé par l'application d'un coefficient de peines et soins au prix d'achat hors taxes de ces sous-traitances ou approvisionnements, sur présentation de la facture du tiers.

Les prix des modifications seront établis aux conditions économiques du Marché.

8.4 AVENANT

Les prestations, objet de modifications autres que celles définies au § 3.1.3 ou en cas de dépassement du montant plafond de la part estimative définies au § 3.1.3, ne pourront être facturées par le Titulaire qu'après notification par le CEA d'un avenant au marché les contractualisant, signé sans réserve par le Titulaire.

ARTICLE 9 - SOUS-TRAITANCE

Toute opération de sous-traitance est soumise à l'accord préalable et écrit du CEA au moyen du formulaire prévu à cet effet.

Le Titulaire doit reporter dans les contrats avec ses sous-traitants l'ensemble des obligations et des spécifications de la présente commande relative aux travaux sous-traités.

Les contrats de sous-traitance ne doivent pas faire obstacle à une libre utilisation par le CEA des résultats ou des ouvrages de la présente commande.

Après signature par les deux parties et avant le commencement des travaux sous-traités, une copie du contrat de sous-traitance pourra être demandée par le CEA. La sous-traitance totale est interdite.

Dispositions contractuelles du marché	SUPPLY CHAIN RJH	B23-03739-EMA	4000XXXX	12/17
	EMETTEUR	AFFAIRE	Numéro de marché	

ARTICLE 10 - DELAIS DE REALISATION

Le délais de réalisation du Marché (options comprises) est fixé pour une durée de XX mois, à compter de la réunion d'enclenchement (J0).

ARTICLE 11 - PENALITES

En complément des dispositions énoncées par les CGA concernant les pénalités, il est fait application des dispositions contractuelles ci-après en cas de dysfonctionnements constatés dans le déroulement de la prestation

N°	CONDITION D'APPLICATION	PENALITES
P1	Non-respect du jalon 4 de la STA TA-6798602 A (J0 > XX mois).	1000€ par semaine calendaire
P2	Répétition de refus par le CEA du même livrable (au-delà de 2 refus).	500€ par livrable
P3	Absence aux réunions auxquelles le Titulaire est convoqué. <i>NOTA : Tout retard de plus d'une demi-heure est considéré comme une absence, et sera pénalisé comme tel.</i> La présence obligatoire du Titulaire lui sera spécifiée, soit par l'indication sur le compte rendu de la réunion précédente, soit par une convocation particulière	200€ par absence

11.1 MODALITES D'APPLICATION DES PENALITES ET PLAFOND

Les pénalités définies dans le présent article sont :

- plafonnées à 10 % du montant total du marché (y compris options levées),
- toutes cumulables,
- applicables de plein droit et sans mise en demeure préalable, ni autres formalités juridiques ou judiciaires, facturées directement par le CEA,
- n'ont pas un caractère libératoire. Leur application n'interdit pas au CEA de prétendre à réparation de la part du Titulaire dans le cas où il lui aurait causé préjudice.

ARTICLE 12 - RECEPTION

L'ensemble du Marché fait l'objet d'une réception, prononcée conformément aux dispositions des articles 30 et 32 des Conditions Générales d'Achat du C.E.A.

La réception du Marché est prononcée au terme de l'acceptation de la totalité des obligations du Titulaire.

La réception du Marché ne peut être prononcée tant que l'ensemble du dossier fournisseur requis au Marché n'a pas été remis en quantité et en qualité, et accepté par le C.E.A.

La réception donne lieu à établissement d'un procès-verbal signé contradictoirement par le Titulaire et le C.E.A.

ARTICLE 13 - QUALITE / SECURITE / SURETE / ENVIRONNEMENT

Dispositions contractuelles du marché	SUPPLY CHAIN RJH	B23-03739-EMA	4000XXXX	13/17
	EMETTEUR	AFFAIRE	Numéro de marché	

Les prestations, objet du présent marché, sont réalisées suivant les exigences fixées par le CEA pour la sécurité et par les normes en vigueur ISO 9001 et ISO 14001 pour la qualité et l'environnement.

Le Titulaire applique le système d'assurance de la qualité décrit dans son plan d'assurance de la qualité de manière à permettre l'application des dispositions de l'arrêté du 7 Février 2012 fixant les règles générales relatives aux installations nucléaires de base depuis la phase de conception jusqu'au démantèlement.

Le CEA se réserve la possibilité d'effectuer les vérifications concernant le fonctionnement effectif du système. À cette fin, le Titulaire laisse libre accès, dans les horaires normaux, à ses installations et facilite les audits effectués par du personnel CEA ou mandaté par le CEA.

Ces vérifications ne diminuent en rien la responsabilité du Titulaire.

Le Titulaire assistera le CEA dans le cadre des audits et visites de surveillance relatifs à son propre Système de Management.

S'il apparaît que certaines dispositions relatives à la maîtrise de la qualité, à la démarche environnementale ou en matière de sécurité, sont inappliquées, notification en est faite au Titulaire qui présente au CEA, dans les délais requis, les modifications nécessaires.

En cas de carences, le CEA se réserve la possibilité d'interrompre à tout moment, l'exécution du marché. Si le Titulaire se révèle incapable de remédier à ses manquements, le contrat peut être résilié aux torts du Titulaire, sans indemnité.

ARTICLE 14 - JURIDICTION COMPETENTE

Tout différend pouvant survenir entre le Titulaire et le CEA, relatif au Marché, est de la compétence du Tribunal Administratif de Marseille



Pour le CEA :	Signature : Date :
Pour le Titulaire :	Signature : Date :

Dispositions contractuelles du marché	SUPPLY CHAIN RJH	B23-03739-EMA	4000XXXX	14/17
	EMETTEUR	AFFAIRE	Numéro de marché	

ANNEXE 1 – DECOMPOSITION GENERALE DES PRIX (DGP)

ANNEXE 2 - CLAUSES DE PROTECTION DES INFORMATIONS

Obligation de confidentialité

Les informations et documents relatifs à l'exécution du présent contrat n'ont pas vocation à être publics. Le titulaire s'engage à ne pas divulguer à un tiers, communiquer ou publier en France et à l'étranger sous quelque forme que ce soit, même à titre de référence et de notoriété, sans l'autorisation écrite du CEA, aucune information dont il a connaissance au cours de l'exécution dudit contrat en dehors des communications strictement nécessaires à son exécution.

Le titulaire doit informer ses sous-traitants de cette obligation de confidentialité et veiller à son application par ces derniers.

Ne sont pas couverts par cette obligation de confidentialité les informations et documents déjà accessibles au public au moment où ils sont portés à la connaissance des parties au marché.

Gestion des informations du CEA

L'exécution du présent contrat peut conduire le Titulaire à avoir connaissance d'informations qui, sans être couvertes par le secret de défense¹, relèvent au CEA de la Diffusion Ordinaire (DO) ou qui sont protégées par la mention Diffusion Restreinte (DR).

➤ DIFFUSION ORDINAIRE

Les systèmes d'information traitant des informations de niveau Diffusion Ordinaire doivent respecter les mesures recommandées par l'ANSSI dans son Guide d'Hygiène Informatique et dans l'instruction interministérielle relative à la protection des systèmes d'informations sensibles n° 901/SGDSN/ANSSI lorsqu'elles sont identifiées comme sensibles.

➤ DIFFUSION RESTREINTE

Les informations et supports de niveau Diffusion Restreinte doivent faire l'objet des mesures de protection indiquées dans :

- l'arrêté du 9 Août 2021 portant approbation de l'instruction générale interministérielle n°1300 sur la protection du secret de la défense nationale,
- l'instruction interministérielle relative à la protection des systèmes d'informations sensibles n° 901/SGDSN/ANSSI.

Les échanges d'informations sensibles ou de niveau DIFFUSION RESTREINTE au format électronique doivent impérativement faire l'objet d'un chiffrement par un outil qualifié par l'Agence Nationale de Sécurité des Systèmes d'Information (ANSSI) et d'un engagement de l'utilisateur quant au respect des règles de sécurité informatique.

En application, le CEA a fait le choix de ZoneCentral/Zed de la société PRIM'X Technologies.

¹ Les marchés classifiés et sensibles doivent être instruits conformément aux obligations de l'instruction interministérielle n° 1300 sur la protection du secret de la défense nationale

Référence du document	SUPPLY CHAIN RJH	B23-03739-EMA	4000XXXXXX	15/17
	EMETTEUR	AFFAIRE	Numéro de marché	

Pour la sécurisation des transmissions électroniques avec le CEA, le titulaire peut faire l'acquisition, auprès de la société PRIM'X Technologies, d'une licence ZoneCentral ou télécharger le gratuiciel.

➤ Maîtrise des échanges et supports autorisés

Ces règles s'appliquent à tous les acteurs du marché, CEA, titulaire, co-traitant et sous-traitant.

	DIFFUSION RESTREINTE	DIFFUSION ORDINAIRE
Messagerie électronique	Conteneur chiffré*	Conteneur chiffré* peut être demandé quand la sensibilité le nécessite.
Plateformes web collaboratives CEA		
Zone de partage FTP fournie par le CEA		
En attachement visioconférence CEA		
Plateformes d'échange Internet « Cloud » (Dropbox, WeTransfer, Google Drive, etc.)	Sous réserve que l'usage du service soit autorisé par l'ASSI : Conteneur chiffré*	
En attachement à un service externalisé de visioconférence (WebEx, etc.)		
Supports amovibles USB	Conteneur chiffré*. Les supports doivent être dédiés, marqués et enregistrés.	Conteneur chiffré* peut être demandé. Les supports doivent être dédiés. Acheminement conforme aux règles d'acheminement des courriers DO.
DVDrom ou CDrom	Acheminement conforme aux règles d'acheminement des courriers DR.	Acheminement conforme aux règles d'acheminement des courriers DO.
Connexion sur un réseau CEA d'un équipement appartenant au Titulaire	INTERDIT sauf si l'équipement est dédié, identifié, autorisé par l'ASSI et conforme à la PSSI du CEA.	

(*) Accès par mot de passe

Système d'information

Dans le cas où des informations du CEA doivent être traitées sur le système d'information du Titulaire, celui-ci doit être protégé par un antivirus efficace mis à jour régulièrement et l'accès aux informations restreint aux seules personnes ayant à les consulter et à les traiter, via un compte nominatif et un mot de passe robuste. Les clés USB et autres supports éventuels de sauvegarde ou de transfert doivent être identifiés et dédiés au marché.

Engagement de confidentialité

Certaines prestations peuvent nécessiter la signature préalable d'un engagement de confidentialité par les salariés du titulaire. Le cas échéant, le CEA indiquera au Titulaire les prestations concernées par cette mesure.

Restitution des informations et supports

A l'achèvement du contrat, sauf clause contractuelle explicite, le Titulaire s'engage à restituer au CEA, dans un délai convenu, la totalité des documents et supports transmis par le CEA ou émis au titre du présent contrat.

Il s'engage également à détruire ces mêmes documents et fichiers numériques sur son système d'information ainsi que sur tout support de sauvegarde.

Dispositions contractuelles du marché	SUPPLY CHAIN RJH	B23-03739-EMA	4000XXXX	16/17
	EMETTEUR	AFFAIRE	Numéro de marché	

<i>Dispositions contractuelles du marché</i>	<i>SUPPLY CHAIN RJH</i>	<i>B23-03739-EMA</i>	<i>4000XXXX</i>	<i>17/17</i>
	<i>EMETTEUR</i>	<i>AFFAIRE</i>	<i>Numéro de marché</i>	